

La Chine et le déploiement d'une diplomatie économique en Asie du Sud-Est: Enjeux et défis géopolitiques

Ndabereye Nzita Mugambi Paulin¹ and Etoyi Esela Fidèle²

¹Professeur, Université de Lubumbashi, RD Congo

²Chef de Travaux, Université de Lubumbashi, RD Congo

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The situation in Southeast Asia is deeply affected by the geopolitical conflict between Washington and Beijing, which is fuelling many uncertainties. China continues its global expansion by developing the two new "Silk Roads" to Europe and Central Asia (the land route) and to the Middle East and Africa (the sea route that crosses the entire region) in order to break the American encirclement. In the face of these challenges, the United States is seeking to put itself in a position of strength to limit the progress of China's economic and military power without seeking to totally impede its development. Indeed, China is thus implementing a new economic diplomacy, which emphasizes the will to "strengthen trade and investment" between China and its neighbors, and calls for the production of goods of various ranges at competitive prices, the creation of new cross-border free trade zones, the improvement of its relations with the ASEAN countries, etc. without forgetting the strategy of pearl necklaces in order to counter the encirclement that the United States of America wants to impose on it.

KEYWORDS: Economic diplomacy, China, Surrounding, United States, Southeast Asia.

RESUME: La situation en Asie du Sud-Est est profondément affectée par le conflit géopolitique qui oppose Washington à Pékin, ce qui alimente bien des incertitudes. La Chine poursuit son expansion mondiale en développant les deux nouvelles « routes de la soie » vers l'Europe et l'Asie centrale (la route terrestre) et vers le Moyen-Orient et l'Afrique (route maritime qui traverse toute la région) afin de briser l'encerclement américain. Face à ces défis, les États-Unis cherchent à se mettre en position de force pour pouvoir limiter le progrès du pouvoir économique et militaire de la Chine sans malgré tout chercher à entraver totalement son développement.

En effet, la Chine met de ce fait une nouvelle diplomatie économique, qui met l'accent sur la volonté de « renforcer le commerce et les investissements » entre la Chine et ses voisins, et appellent à la production des biens de gammes variées à des prix concurrentiels, à la création de nouvelles zones de libre-échange transfrontalières, à l'amélioration de ses relations avec les pays de l'ASEAN, etc. sans oublier la stratégie de collier de perles afin de contrer l'encerclement que veut lui imposer les États-Unis d'Amérique.

MOTS-CLEFS: Diplomatie économique, Chine, Encerclement, États-Unis, Asie du Sud-Est.

1 INTRODUCTION

À l'effondrement du « Bloc soviétique », les États-Unis avaient rêvé d'un monde unipolaire où ils s'imposeraient. La rapidité de l'émergence économique de la Chine soutenue par un projet cohérent et souverain a bousculé ces ambitions et joué un rôle clé dans les changements majeurs de la planète depuis trois décennies. S'appuyant sur son impressionnant développement, Pékin défend sa vision d'un monde multipolaire à laquelle se rallient bon nombre de pays émergents. Ce que Washington ressent comme une contestation directe de sa suprématie même si la mondialisation libérale, dans laquelle la Chine s'est

insérée, n'est pas fondamentalement remise en cause par celle-ci. Mais ses réticences à intégrer un système international contrôlé par les Etats-Unis, à ouvrir plus avant ses marchés financiers et son système bancaire protégés aux investisseurs étrangers comme le réclame Wall Street, alimentent les confrontations sino-américaines autant que les disputes territoriales entre voisins asiatiques.¹

En effet, l'émergence militaire chinoise inquiète les États-Unis. Considéré comme première puissance du monde et désireux de maintenir une position militaire absolument dominante, les Etats-Unis considèrent la Chine comme une puissance régionale émergente qui pourrait à long terme défier leur domination. Et dans l'immédiat, par son développement technologique et notamment ses missiles antinavires ou ses capacités satellitaires et cybernétiques, la Chine pourrait compliquer cette domination en Asie du Sud-Est.

Face à ces défis, les États-Unis cherchent à se mettre en position de force pour pouvoir limiter le progrès du pouvoir économique et militaire de la Chine sans malgré tout chercher à entraver totalement son développement. Pour réaliser ces objectifs, ils développent une série de mesures concrètes comme l'encercllement par des alliances plus ou moins hostiles, l'encercllement militaire, la préparation d'une frappe préventive, la préparation de conflits locaux et la sauvegarde de leur avance technologique.

Toutefois, la Chine dans ses ambitions de puissance tant régionale qu'internationale se voit étouffée par la politique étrangère américaine dans la région de l'Asie du Sud Est et du Pacifique. Depuis un moment, Washington s'est mis à rétablir ses anciennes alliances militaires dans la région Asie-Pacifique, en y invitant activement les Etats qui craignent une «prééminence pacifique» de la Chine, en l'occurrence le Japon, les Philippines, l'Australie, le Vietnam, etc.

L'évolution de la situation autour des îles situées dans les mers de Chine Orientale et Méridionale contestées à la fois par le Japon, le Vietnam, les Philippines et la Malaisie, tout comme le problème frontalier avec l'Inde qui n'a toujours pas été réglé, reste imprévisible. La situation en Corée du Nord semble également être une épine dans le pied de Pékin, au regard de «l'incontrôlabilité» de l'actuel régime nord-coréen et de l'installation probable en Corée du Sud de systèmes anti-missile américains, dirigés, entre autres, contre la Chine.²

En effet, longtemps marquée par l'influence chinoise, l'Asie du Sud-Est s'est émancipée progressivement à partir du milieu du XIX^e siècle de son gigantesque voisin. Le décollage économique entamé à la fin des années 1970, fait de la Chine un nouvel acteur majeur de cette région du monde. Cette communication analyse les relations de la Chine avec l'Asie du Sud-Est dans le contexte de la crise économique mondiale. Pékin a développé une stratégie de rapprochement avec ces États, fondée sur les échanges commerciaux, l'investissement et l'aide au développement. Il apparaît que la Chine fructifie mieux que le Japon sur le plan politique sa pénétration économique.

Ainsi, la Chine déploie une diplomatie économique gagnant-gagnant qui vise à stimuler la prospérité nationale et à créer et partager des opportunités avec les pays de l'Asie du Sud Est. Cette nouvelle diplomatie économique de la Chine met l'accent sur le commerce, les investissements, les infrastructures et la finance.

Cet article se veut une cogitation par laquelle nous dégagons les défis géopolitiques des relations économiques entre la Chine et les pays de l'Asie du Sud Est. En dégageant ces enjeux, nous cherchons à comprendre sur fond de la démarche géopolitique **que veut la Chine dans le déploiement de la diplomatie économique en Asie du Sud-Est ?** Pour comprendre cette préoccupation et articuler correctement notre argumentaire, nous nous penchons sur les points suivants qui constituent la charpente de cette cogitation:

- Grands axes influençant la future géopolitique chinoise
- La politique étrangère américaine: une menace pour la Chine
- Le déploiement d'une diplomatie économique chinoise en Asie du Sud Est
- Défis géopolitiques du déploiement économique de la Chine en Asie du Sud Est

¹ Dominique Bari, Washington joue-t-il la stratégie de la tension avec la Chine ?, parue le 17 juin 2016, disponible en ligne sur <https://www.humanite.fr/washington-joue-t-il-la-strategie-de-la-tension-avec-la-chine-609732>, consulté le 8 mai 2020, à 12 heures 26 minutes.

² « La Chine et ses ambitions », disponible en ligne sur https://français.rt.com/opinions/18108-chine-ambitions-realite_, consulté le 01 Septembre 2017 à 12 heures 30 minutes.

2 GRANDS AXES DE LA FUTURE GEOPOLITIQUE CHINOISE

La sécurité du territoire influence considérablement la future géopolitique de la Chine. Réaliser la réunification avec Taïwan, le rapprochement avec l'Union Européenne, la consolidation de ses relations avec les pays de l'ASEAN sont là des objectifs influençant l'avenir de la géopolitique chinoise.

2.1 LA SÉCURITÉ DE SON TERRITOIRE

L'espace chinois, immense, ne saurait être parfaitement sécurisé par le seul gouvernement central chinois. Le fait même que la Chine accélère sa croissance économique fragilise de manière accrue cet espace. De ces deux remarques, se dégage une tendance qui gouvernera la géopolitique chinoise: la Chine ne veut pas et ne peut pas se permettre d'ouvrir un front vers l'extérieur, révélant ainsi ses faiblesses et ses capacités réelles. Pour assurer son développement économique et sa transition vers l'économie de marché tout en maintenant sa cohésion, elle a besoin d'un environnement stable et pacifié.³

Pragmatique, l'« Empire du milieu », sécurisera ses marchés et veillera à diviser ses adversaires potentiels afin de se constituer en acteur régional incontournable apte à défendre ses intérêts stratégiques prioritaires (Mer de Chine du sud, Asie centrale, Sibérie, Pacifique, etc.). La Chine poursuivra deux objectifs indissociables: « rétablir son magistère régional et, s'appuyant sur cette assise régionale, consolider progressivement sa puissance mondiale ». Pour les stratèges chinois, il s'agit d'adopter temporairement un profil bas tout en maintenant une équidistance et une mobilité tactique par rapport aux grandes puissances.⁴

Toute guerre conventionnelle viendrait déranger les projets chinois. Un conflit en Asie orientale, même localisé, arrangerait l'adversaire de la Chine et empêcherait celle-ci, qu'elle qu'en soit l'issue, de s'installer dans le monde pour devenir incontournable. Lorsque l'armée qu'elle construit actuellement, sur le modèle de celle des Etats-Unis, sera au même niveau que celle des Américains, il sera temps de rediscuter de la direction du vent. En attendant, comme on dit à Hong Kong « si tu ne peux mordre, ne montre pas les dents ».⁵

Parallèlement, une récente étude de la Rand corporation vient d'indiquer que, dans le cadre d'une guerre conventionnelle, la Chine serait en mesure de vaincre les USA par l'emploi combiné de stratégies d'interdiction d'accès. En l'espèce, Pékin pourrait faire pression sur le Japon afin que les USA ne puissent utiliser les bases de l'archipel, tandis que la montée en puissance de la marine chinoise serait de nature à remettre en cause la puissance navale US. Parallèlement, les forces chinoises conduiraient une stratégie information warfare contre les systèmes informatiques américains par le développement d'unités de combat visant à infecter les réseaux informatiques US tout en protégeant les siens. Gagnant l'initiative, Pékin placerait les USA dans une configuration où ils devraient combattre sur de très longues distances limitant leur puissance de feu.⁶

Patients, les chinois comptent sur le temps afin d'atteindre le seuil de parité de puissance vers 2030. Le risque est grand de voir naître un nouvel antagonisme bipolaire, risque amplifié par l'asymétrie dont saura jouer le dragon chinois, refusant autant par culture stratégique que faute de moyens identiques d'affronter l'aigle américain à armes égales. Schématiquement, l'objectif poursuivi est de permettre à l'armée chinoise de l'emporter dans une guerre locale mais moderne.⁷

2.2 GRANDS AXES D'AVENIR

- Intérêt croissant pour l'Asie centrale, matérialisant un retour vers la logique d'une puissance continentale et la volonté de renforcer son assise régionale;
- Réaliser la réunification avec Taïwan (Formose signifiant l'île magnifique) sur un mode pacifique;
- Garantir son approvisionnement énergétique par le déploiement d'une diplomatie pragmatique, voire opportuniste;
- Rapprochement sensible avec l'UE afin de relativiser l'hégémonie américaine et d'obtenir la levée de l'embargo sur les armes (transferts de technologies modernes);

³ « Géopolitique de l'Asie », disponible sur <http://www.diploweb.com>, consulté le 20 Mai 2017 à 8heures 30 minutes.

⁴ Schaeffer, D., *Chine ambitions, réalité, futur et coopérations stratégiques*, Paris, 2010, p.18.

⁵ Idem

⁶ François, J., « Chine-USA, la guerre programmée », in *first éditions*, Mars 2006, p.33.

⁷ Mehdi TAJE, *Introduction à la Géopolitique*, Université Virtuelle de Tunis, 2008, p.39.

- Probable consolidation de son influence sur les pays de l'ASEAN;
- Projection possible en Sibérie orientale matérialisée déjà par l'afflux massif d'immigrants et de produits chinois, réveillant en quelque sorte en Russie le vieux fantasme du « péril jaune ». Certes, la Mongolie continue de jouer son rôle de tampon. Cependant, seule la grande faiblesse de la Russie lui interdit de relever le défi chinois, mais qu'advierait-il face à un retour de puissance Russe (Ours contre Dragon);
- Sollicitation de la Chine pour faire partie de la nouvelle hiérarchie mondiale, notamment par une entrée au sein du « club » des puissants: le G8⁸ devenant ainsi un G9 (au cas où la Chine intègre le club de ces pays puissants);
- Affirmation d'une stratégie de projection planétaire, notamment par le biais de l'intensification de ses relations avec l'Amérique Latine et l'Afrique.⁹

3 LA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE: UNE MENACE POUR LA CHINE

La menace que représente la politique étrangère américaine se manifeste à travers la rivalité sino-américaine, l'endiguement des ambitions territoriales de la Chine et la guerre commerciale sino-américaine.

3.1 LA RIVALITÉ SINO-AMÉRICAIN

La rivalité sino-américaine ne se limite plus aux questions économiques et commerciales, ni même militaires, et s'étend désormais à d'autres sphères. Pour certains observateurs américains, le soft power de Washington aurait ainsi décliné, notamment en Asie du Nord-Est. Plus qu'une présence stratégique à laquelle l'administration Obama s'est efforcée de répondre en réaffirmant le lien avec Tokyo et Séoul et en développant de nouveaux partenariats avec Manille et Hanoi, c'est la capacité d'influence de Washington qui serait mise à mal dans cette région. Parallèlement au poids déclinant de l'économie américaine, Washington s'inquiète de la dégradation de l'image des États-Unis sur la scène internationale, en Asie entre autres, ce qui a pour effet de diminuer l'influence de la première puissance mondiale. L'administration Obama a redoublé d'efforts afin d'inverser la tendance, et le président américain lui-même a bénéficié d'une image extrêmement positive que des symboles, comme sa visite à Hiroshima ou sa rencontre avec des jeunes Vietnamiens en mai 2016, n'ont fait que renforcer la rivalité sino-américaine.

Mais l'unipolarité née de l'après-guerre froide est sur le point de disparaître, et la présidence de Barack Obama n'a pu enrayer un phénomène devenu inexorable. Reste cependant à savoir au profit de quel ordre se fera cette transition. Pour John Ikenberry, qui fut très critique de la politique étrangère menée sous l'administration Bush, « le moment unipolaire » des États-Unis va inévitablement vers sa fin. Si l'affrontement du XXI^{ème} siècle a lieu entre les États-Unis et la Chine, la Chine aura l'avantage. Si cet affrontement se produit entre la Chine et un système occidental ravivé, ce dernier triomphera¹⁰. Cet affrontement serait bien évidemment celui de deux modèles, sur la base des considérations actuelles, à savoir un modèle occidental de démocratie libérale face à une Chine poursuivant sa croissance économique rapide, mais refusant dans le même temps toute réforme politique. Si la rivalité avec la Chine est dans les esprits, la politique américaine en Asie du Sud Est ne saurait d'ailleurs se comprendre qu'à l'aune d'une vision globale de la place de Washington sur la scène internationale.

Les États-Unis s'engagent en Asie du Sud Est parce qu'il en va de leur place sur la scène internationale, tout retrait pouvant conduire à un déclin relatif, mais réel. Ainsi, de nombreux observateurs invitent les décideurs politiques américains à se montrer très présents en Asie du Sud Est et à ne pas isoler les dossiers qui s'y trouvent des autres enjeux globaux de Washington. C'est sans doute sur la base de ces recommandations que l'administration Obama a articulé sa stratégie du pivot¹¹.

Mais quel sens donner à cet engagement en Asie du Sud Est ? L'héritage de la politique étrangère unilatérale des années 2000, et plus encore la manière avec laquelle elle a été interprétée, sont à ce titre évocateurs. Alors en campagne pour les primaires démocrates, Bill Richardson estimait en 2008 que, « dans la foulée de l'échec de l'expérience unilatéraliste de l'administration Bush, les États-Unis ont une nouvelle fois besoin de construire une politique étrangère réaliste et respectant

⁸ Les **pays** membres du **G8** sont le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume Uni et les Etats-Unis.

⁹ Mehdi T., *Op.cit.*, p.39.

¹⁰ John Ikenberry, « The Rise of China and the Future of the West », *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 1, janvier-février 2008, p. 25.

¹¹ La stratégie qui consiste à jouer le rôle de « pivot » régional en Asie de l'Est pour empêcher le basculement des pays de cette région vers les sollicitations chinoises.

les valeurs américaines. Cette politique doit répondre aux défis de notre époque avec des actions concrètes plutôt que des espoirs naïfs. Et elle doit nous unir parce qu'elle est inspirée par les idéaux d'une nation, et non l'idéologie d'un président »¹².

Ces recommandations furent particulièrement suivies dans le cas de la politique américaine en Asie du Sud Est, où l'administration Obama a dû à la fois mettre en avant des valeurs notamment les valeurs démocratiques et traiter avec réalisme et pragmatisme les difficiles dossiers en cours. La défense des idéaux et la mise en avant du soft power sont ainsi un élément central des ambitions de Washington. Ce sont d'ailleurs des engagements allant dans cette direction qui justifient aux yeux du comité Nobel la désignation de Barack Obama au Prix Nobel de la paix 2009, le 9 octobre 2009. Ce prix fut immédiatement perçu aux États-Unis (et par l'intéressé lui-même) et dans le reste du monde comme un encouragement aux initiatives multilatérales du président américain, à son engagement en faveur de la réconciliation entre les peuples et du désarmement nucléaire.

Sur ces différents points, l'Asie est un test de grande nature de l'aptitude de la Maison-Blanche à proposer une nouvelle donne. Dès sa prise de fonction en janvier 2009, l'administration Obama s'efforça ainsi, dans la relation avec la Chine, de proposer un partenariat accru et de réaffirmer la place de Washington en développant une stratégie du pivot. Associant les caractéristiques du hard et du soft power, le smart power a pour ambition de raviver la capacité d'influence des États-Unis en favorisant le dialogue, mais sans pour autant baisser la garde sur les différends les plus sensibles. Plus qu'une rupture avec les années Bush, c'est une nouvelle donne qui fut proposée à la Chine, plusieurs experts de l'administration Obama estimant que la montée en puissance économique chinoise pouvait avoir des effets positifs sur l'économie américaine, justifiant un plus grand partenariat. Mais cet engagement s'accompagna d'un renforcement des partenariats avec les alliés traditionnels, le plus souvent en réponse à la montée en puissance chinoise. Nous verrons ainsi plus loin que parce la politique américaine est restée trop floue dans l'attitude à adopter face à Pékin, la stratégie du pivot fut un semi-échec.

Le tournant majeur de l'ère Obama est la primeur donnée à la zone Asie-Pacifique dans la nouvelle politique étrangère du pays. Cette politique répond à plusieurs buts: l'endigement de la Chine face à un système d'alliances bilatérales et la concentration des Forces armées en Asie pour étouffer le pays. Pour cela, les États-Unis disposent d'installations militaires en Corée du Sud, au Japon, en Thaïlande et à Singapour¹³.

3.2 ENDIGUEMENT DES AMBITIONS TERRITORIALES DE LA CHINE

Au grand mécontentement de Pékin, le 30 octobre 2010, la Secrétaire d'État Hillary Clinton se pose en protectrice de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (l'ASEAN)¹⁴ face aux ambitions géopolitiques et revendications territoriales de la Chine. Si d'importantes manifestations ont ainsi protesté contre le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade en 1999, la dénonciation de « l'hégémonisme américain » a été absente, pour la première fois lors d'un congrès du Parti communiste chinois, lors du XVI^e Congrès en novembre 2002.

Du côté américain, selon le professeur Michael T. Klare, l'endigement de la montée en puissance de la Chine constituerait la véritable motivation de l'augmentation continue des dépenses militaires américaines.

Le 9^e président chinois Xi Jinping, arrivé au pouvoir en 2013, a exigé le rapprochement des deux pays pour étouffer « le malentendu et le soupçon ». Il a fait référence à une nouvelle ère sino-américaine qu'il a décrite comme un « nouveau point de départ historique », soulignant que leurs intérêts inextricablement liés constituaient « un fleuve irrésistible qui ne cesse pas de déferler ».

En juin 2013, le président américain Obama a accueilli son homologue Xi pour un sommet de « manche de chemise » en Californie dans un effort de construire un rapport personnel et faciliter des relations non-tendues entre les deux pays. Les présidents de ces deux pays promettent de coopérer plus effectivement sur les questions bilatérales, régionales et globales, y

¹² Bill Richardson, « A New Realism. À Realistic and Principled Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 1, janvier-février 2008, p. 142.

¹³ Dario Fabbri, « L'ère Obama et l'avenir de l'Amérique », *Conflicts*, hors-série n° 4, Automne 2016, p. 47-50.

¹⁴ ASEAN ou ANASE en Anglais (Association of Southeast Asian Nations) est une organisation politique, économique et culturelle regroupant dix pays d'Asie du Sud-Est. Elle a été fondée en 1967 à Bangkok (Thaïlande) par cinq pays (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) dans le contexte de la guerre froide pour faire barrage aux mouvements communistes, développer la croissance et le développement et assurer la stabilité dans la région.

compris le changement climatique et la prolifération atomique en Corée du Nord. Obama et Xi annoncent aussi vouloir établir un nouveau modèle de relations entre les États-Unis et la Chine.¹⁵

Le vice-président américain Joe Biden, devant des officiels chinois au Département d'État en 2013 s'est montré optimiste, pour le Dialogue stratégique et économique entre les États-Unis et la Chine. En 2011, l'économiste principal de la Banque mondiale Justin Lin déclara que la Chine, qui est devenue la deuxième économie du monde en 2010, pourrait devenir la première en 2030, dépassant les États-Unis, si les tendances actuelles continuent. Un rapport de la Standard Chartered Bank paru en 2011 suggéra que la Chine obtiendrait ce statut dès 2020.

Un rapport de l'OCDE produit en 2007 par Angus Maddison estima que, selon les comparaisons de parité de pouvoir d'achat, la Chine devancerait les États-Unis en 2015. En fait, la recherche a montré que le PIB de la Chine est considérablement sous-évalué, par l'utilisation des données (périmées) de 1993. Rosen et Bao ont montré que le PIB de 2008 était en réalité de 13 à 16 pour cent plus élevés que les chiffres officiels, tandis que le PIB de 2013 s'était élevé à 10.5 trillions de \$ plutôt qu'aux 9.5 trillions de \$ officiels, en utilisant des références standards de 2008 de l'ONU. De plus, le secteur tertiaire a dépassé le secteur industriel en 2009 et pas en 2012. En 2010, James Wolfensohn, ancien président de la Banque mondiale, prédisait qu'en 2030 les deux tiers des classes moyennes de la planète habiteront en Chine.

Depuis 2009, la Chine et les États-Unis sont convenus de tenir des discussions régulières à propos des questions économiques et d'autres affaires communes. Le nationalisme économique semble être en hausse dans les deux pays, ainsi que noté par les chefs des deux délégations lors des exposés introductifs. Les deux pays ont aussi établi un dialogue de haut niveau pour discuter des questions politiques et pour formuler des résolutions.

3.3 GUERRE COMMERCIALE SINO-AMÉRICAIN

« Partenaire ou concurrente stratégique ? », s'interrogent les divers chercheurs pour définir les relations américano-russes. Des relations ambiguës qui tiennent d'un équilibre complexe entre l'étroite interdépendance économique et les contradictions politiques croissantes: principal partenaire commerciale de Washington, la Chine détient grâce à ses énormes réserves de changes (3 300 milliards de dollars) le premier stock d'obligations américaines. En décembre 2014, le PIB chinois dépassait l'américain en parité de pouvoir d'achat (PPA). Dans les faits, il s'agit d'un dépassement symbolique, car le PIB par habitant relègue la Chine à la 89^{ième} place (en 2013). Néanmoins, l'annonce « *un tremblement de terre géopolitique* », signait le Market Watch¹⁶ a, Outre-Atlantique, conforté les tenants d'un « déclin américain » face à la « menace chinoise ». Plus concrètement encore, la création initiée par Pékin d'une banque des BRICS¹⁷ en juillet 2014 puis six mois plus tard celle de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) sont des exemples emblématiques d'une recherche d'alternatives et de nouveaux partenariats. Invité à y adhérer, Washington a refusé contrairement à de nombreux pays européens dont la France. Signe que les Etats-Unis ne sont pas disposés à partager le pouvoir. Ils ont resserré l'encercllement militaire de la Chine, en prolongeant les accords entre leurs forces armées et le Japon, les Philippines et l'Australie; et le Partenariat transpacifique (TPP), accord tout autant politique que commercial régional, l'exclut ouvertement. Dans le même temps, le Pentagone mettait en place un nouveau concept dit de « Third offset strategy » (« Troisième stratégie de compensation »), une stratégie concurrentielle chargée de maintenir sur de longues périodes l'énorme avantage militaire et technologique américain sur ses adversaires: Chine et Russie en tête.

En Chine, où une nouvelle et délicate phase de réformes est en cours, la résolution des problèmes domestiques demeure la priorité. La politique étrangère vise avant tout à assurer la poursuite du développement économique et à éviter coûte que coûte une confrontation militaire et politique directe dont elle serait la première victime et avec elle un certain nombre d'Etats de par le monde. Au basculement américain vers le « pivot » asiatique, Pékin propose le gigantesque projet de la « Route de la Soie ». Soixante-quatre pays sont directement intéressés par des travaux qui vont couvrir la zone Eurasie, avec la construction de trois corridors économiques terrestres majeurs (Chine-Pakistan; Chine-Mongolie-Russie; Chine-Asie centrale-Asie occidentale). La réouverture de voies de navigation maritimes relieront l'océan indien, la mer Rouge, le golfe Persique, le canal de Suez et la mer Méditerranée. Plus de 4 milliards d'habitants sont concernés. Le nombre d'initiatives lancées - près de 900 - composent ce projet structurant de moyen et long termes qui sous-tend une diplomatie politico-économique pour « une

¹⁵ Vergeron, K., « Forces et faiblesses de la Chine », in *Question d'Europe*, n°235, 2 avril, 2012, p.2.

¹⁶ Du 14 décembre.

¹⁷ Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Ils représentent 42 % de la population mondiale et 20 % de l'économie mondiale.

communauté de destin pour l'humanité »¹⁸. En accroissant son interdépendance avec ses voisins, la Chine espère se placer en partenaire incontournable de leur développement et contenir la rivalité géopolitique avec les États-Unis comme la plus constructive possible.

Il faut aussi indiquer que sous l'administration Trump cette rivalité prend de plus en plus le poids de la bête. Sur le plan économique, des décisions prises par l'administration Trump concernant les produits chinois sur le marché américain, les multiples accusations de Washington contre la Chine concernant le covid-19.

4 LE DEPLOIEMENT D'UNE DIPLOMATIE ECONOMIQUE CHINOISE EN ASIE DU SUD EST

Il est important dans ce point de définir le concept diplomatie économie, ensuite dégager les étapes du déploiement de la diplomatie économique chinoise en Asie du Sud Est, les relations économiques et commerciales entre la Chine et l'ASEAN, la stratégie chinoise face à l'encerclement et enfin expliquer la stratégie chinoise de collier de perles.

4.1 LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE QUID ?

Mise sur le devant de la scène en France, en mai 2012, par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, qui en fait « une priorité pour la France » la diplomatie économique est un instrument de la politique extérieure des États qui s'est imposé à la fin du XIX^{ème} siècle comme outil de projection de leur puissance dans le monde, dans le contexte de l'essor des rivalités impériales. Elle fait l'objet, pendant la première guerre mondiale, d'une réflexion et d'une pratique multilatérales relatives aux moyens d'œuvrer de manière concertée pour stabiliser les relations économiques et financières internationales au lendemain du conflit. Dans le premier cas, la diplomatie économique désigne la mobilisation des acteurs publics, parapublics et privés, sous l'égide des pouvoirs publics, tant au niveau national, régional que local pour défendre les intérêts économiques nationaux en soutenant l'expansion commerciale et financière des entreprises nationales sur les marchés extérieurs et en promouvant l'attractivité du territoire national auprès des investisseurs étrangers. Elle relève d'une pratique bilatérale et exprime une approche oscillant entre le patriotisme et la guerre économiques. Dans le second cas, elle désigne une pratique de négociation multilatérale dans le domaine économique et financier et repose sur une approche coopérative des relations internationales. Notion fondamentalement ambivalente, la diplomatie économique porte en elle la démarche de la guerre et celle de la concertation économique¹⁹...

4.2 LES ÉTAPES DU DÉPLOIEMENT DE LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE CHINOISE EN ASIE DU SUD EST

La Chine a opéré un changement de sa politique économique vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est, qui a évolué et progressé dans le temps et que l'on peut découper en plusieurs grandes étapes. La première étape, celle des premiers pas, correspond aux années 1980, période au cours de laquelle la Chine établit ou restaure ses relations commerciales avec plusieurs pays d'Asie du Sud-Est: la Chine ouvre notamment un bureau de représentation commerciale à Singapour (1981) et restaure ses relations commerciales avec l'Indonésie (1985). La deuxième étape, qui traduit une orientation claire de la part de la Chine en direction de l'Asie du Sud-Est, correspond à la fin des années 1990, avec en particulier pour point culminant la crise financière asiatique de 1997-1998 et pour facteur déterminant la participation active de la Chine aux instances régionales de dialogue. La troisième étape, celle de la confirmation de la politique économique proactive de la Chine envers ses voisins d'Asie du Sud-Est, correspond aux années 2000, avec l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. La quatrième étape, depuis l'avènement de la crise économique et financière de 2007-2008, constitue une phase d'accélération du rapprochement économique entre la Chine et l'Asie du Sud-Est, avec également pour point d'orgue l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange Chine-ASEAN (China-ASEAN Free Trade Area, CAFTA) au début de l'année 2010.

La politique économique de la Chine en Asie du Sud-Est a suivi l'évolution et l'amélioration de ses relations politiques avec les États d'Asie du Sud-Est. Depuis la création de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ANASE/ASEAN) en 1967, la politique chinoise envers l'Asie du Sud-Est est passée de l'idéologie au pragmatisme et à l'opportunisme. Sur le plan politique, dans les années 1950 et 1960, la jeune République populaire de Chine créée en 1949 entretient des relations difficiles et hostiles avec l'Asie du Sud-Est. Des échanges éphémères de reconnaissance diplomatique ont eu lieu avec quelques pays d'Asie

¹⁸ Discours à l'ONU de Xi Jinping (novembre 2015).

¹⁹ Laurence Badel, Chapitre 14. Diplomatie économique, diplomatie d'entreprise, in *Manuel de diplomatie*, 2018, disponible en ligne sur <https://www.cairn.info/manuel-de-diplomatie--9782724622904-page-243.htm>, consulté le 8 mai 2020, pp. 243-261.

du Sud-Est (Indonésie, Viêt-Nam, Laos) mais il faut attendre le milieu des années 1970 pour commencer à entrevoir une amorce de changement dans les relations politiques entre la Chine et l'Asie du Sud-Est. En effet, durant cette période, des échanges de reconnaissance diplomatique sont établis avec trois pays d'Asie du Sud-Est: Malaisie (1974), Thaïlande et Philippines (1975). Au tournant des années 1990, la Chine normalise ses relations politiques avec plusieurs pays d'Asie du Sud-Est: en 1989, la Chine normalise ses relations avec le Laos; en 1990, la Chine restaure ses relations diplomatiques avec l'Indonésie et établit un échange de reconnaissance diplomatique avec Singapour; en 1991, la Chine normalise ses relations avec le Viêt-Nam.

La politique économique de la Chine vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est s'inscrit par ailleurs dans le cadre de l'« *Open-door Policy* » (1978) et de la « *Go-global Policy* » (2002). Il est clair que le rapprochement économique et commercial de la Chine avec les pays d'Asie du Sud-Est suit la stratégie de développement économique de la Chine. De la part de la Chine, il y a non seulement une convergence de son agenda politique et de son agenda économique mais également une profonde cohérence. Ceci tend à nous montrer également en quoi les frontières entre politique intérieure chinoise et politique extérieure chinoise, entre affaires internes et relations extérieures peuvent être floues.

La formidable émergence de la Chine en tant que nouvel acteur économique de poids sur la scène globale n'est pas sans poser un défi d'une ampleur inédite pour les pays d'Asie du Sud-Est. La Chine n'a eu de cesse de monter en puissance dans la région de l'Asie du Sud-Est tant et si bien qu'elle tendrait désormais à apparaître plus comme une opportunité que comme une menace aux yeux de ses voisins, tout du moins sur le plan économique. La stratégie de la Chine mise en œuvre sur le plan économique et commercial avec les pays d'Asie du Sud-Est et l'ensemble ASEAN doit servir les intérêts de son propre développement économique tout en lui permettant de contribuer à asseoir ses ambitions politiques régionales. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une Chine, qui exerce une véritable diplomatie économique dans la région Asie du Sud-Est. À ce titre, la Chine démontre une grande habileté dans sa capacité à mettre la puissance économique et commerciale au service d'une stratégie politique et géopolitique.

4.3 LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES ENTRE LA CHINE ET L'ASEAN

L'adhésion de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001, ainsi que l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange Chine-ASEAN en 2010, ont largement contribué à accélérer et renforcer les échanges économiques et commerciaux entre les deux parties. À l'heure actuelle, la Chine est le premier partenaire commercial de l'ASEAN (hors ASEAN) surpassant l'Union européenne, le Japon et les États-Unis tandis que l'ASEAN est devenue le quatrième partenaire commercial de la Chine. D'après les statistiques de l'ASEAN (juillet 2010), la Chine demeure le 3^{ème} marché pour les exportations de l'ASEAN (hors ASEAN) après l'Union européenne et les États-Unis et le 2^{ème} marché pour les importations (hors ASEAN) devant le Japon, l'Union européenne et les États-Unis.²⁰

Au niveau des opérations d'import et d'export, depuis le milieu des années 1990, le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'ASEAN n'a cessé de suivre une courbe ascendante pour atteindre près de 293 milliards de dollars en 2010 d'après les dernières statistiques chinoises disponibles, soit une augmentation de 37,5 % par rapport à 2009. À titre comparatif, les chiffres du volume du commerce bilatéral Chine-ASEAN étaient de 19,4 milliards de dollars en 1995, de 39,52 milliards de dollars en 2000, de 105,9 milliards de dollars en 2004, de 193 milliards de dollars en 2008. D'après les statistiques chinoises, la balance commerciale est défavorable à la Chine: elle est passée de 1 milliard de dollars en 1996 à 7,5 milliards de dollars en 2010. Ceci traduit une forte croissance des exportations du Sud-Est asiatique vers la Chine mais aussi une dépendance croissante de l'Asie du Sud-Est envers la Chine. À noter qu'à l'occasion du 13^e Sommet Chine-ASEAN, qui s'est tenu à Hanoï en octobre 2010, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a indiqué que « la Chine augmentera ses importations des pays membres de l'ASEAN et facilitera le commerce avec eux en vue de porter les échanges commerciaux bilatéraux à un volume annuel de 500 milliards de dollars à l'horizon 2015 ».

Au niveau des investissements, les investissements directs de la Chine dans la région Asie du Sud-Est, de même que les investissements directs de l'ASEAN en Chine demeurent relativement faibles en volume malgré une augmentation graduelle assez sensible. Entre 2002 et 2008, les investissements directs étrangers (IDE) de l'ASEAN vers la Chine sont passés de 3,3 millions de dollars à 5,5 millions de dollars, soit une moyenne de 6 % du total des IDE en Chine. Côté chinois, en 2008, le total des investissements cumulés de la Chine vers l'ASEAN atteint 4,9 milliards de dollars, ce qui représente 2,6 % du total des investissements extérieurs de la Chine. Dans le cadre de sa politique d'investissement direct en Asie du Sud-Est, la Chine vise

²⁰ Sarah Y. TONG & Catherine Chong Siew KENG, « China-Asean free trade area in 2010: a regional perspective », EAI Background Brief, n° 519, 12 avril 2010 ; 2007 Statistical Bulletin of China's Outward Foreign Direct Investment.

avant tout des pays richement dotés en matières premières tels que le Myanmar, le Viêt-Nam et l'Indonésie ou encore des pays disposant d'une avancée technologique, en particulier Singapour. D'après les données du ministère chinois du Commerce, à la fin de l'année 2009, la Chine compte près de 2000 entreprises dans les pays de l'ASEAN.²¹

4.4 STRATÉGIES CHINOISES FACE L'ENCERCLEMENT

Les stratégies chinoises face à l'encerclement consistent à contrecarrer la théorie de la « menace chinoise » et proposer l'idée de « l'opportunité chinoise », rivaliser sur le plan politique avec les États-Unis et le Japon dans la région d'Asie du Sud-Est, affaiblir l'influence de Taiwan en Asie du Sud-Est.

CONTRECARRER LA THÉORIE DE LA « MENACE CHINOISE » ET PROPOSER L'IDÉE DE « L'OPPORTUNITÉ CHINOISE »

La théorie de la « menace chinoise » a longtemps prévalu dans les esprits de la région de l'Asie du Sud-Est. Cette crainte est non seulement largement alimentée par les revendications de la Chine en mer de Chine du Sud mais également par l'histoire et l'idéologie. Tout l'enjeu pour la Chine consiste à désamorcer les craintes de ses voisins d'Asie du Sud-Est de voir se révéler une Chine hégémonique. La stratégie de la Chine consiste dès lors à empêcher tout scénario d'alliances potentielles contre elle fondées sur l'idée d'une « menace chinoise ». C'est dans ce sens qu'elle propose des opportunités économiques et commerciales à des gammes variées et à des prix concurrentiels à tous les pays de la région du Sud-Est pour réduire leurs marges de manœuvres d'attraction vers d'autres pays, notamment les États-Unis d'Amérique.

RIVALISER SUR LE PLAN POLITIQUE AVEC LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON DANS LA RÉGION D'ASIE DU SUD-EST

Il s'agit pour la Chine de se présenter comme une alternative et surtout comme un interlocuteur crédible, fiable et responsable pour la région face aux États-Unis, qui se sont largement désengagés de la zone depuis les années 1990 malgré une tentative de retour en force ces dernières années, et face au Japon, auquel il est reproché de ne pas avoir suffisamment d'ascendant et de capacité de leadership dans la région. On peut à ce sujet remarquer que le relatif désengagement des États-Unis en Asie du Sud-Est a fortement contribué à mener l'ASEAN et la Chine vers la voie d'un rapprochement politique et économique et d'une nouvelle donne régionale.²²

AFFAIBLIR L'INFLUENCE DE TAIWAN EN ASIE DU SUD-EST

On peut affirmer que le tout début de l'établissement des relations officielles bilatérales entre la Chine et l'ASEAN, qui remonte à l'année 1991, intervient dans un contexte sino-taiwanais alors particulièrement tendu. La décennie 1990 est marquée par des avancées majeures sur le plan du rapprochement politique et économique entre la Chine et l'Asie du Sud-Est. Dans le même temps, les tensions entre la Chine et Taiwan sont fortement ravivées et culminent avec la campagne de réadmission aux Nations Unies menée par Taiwan dès 1992 et la crise des missiles dans le détroit de Taiwan en 1995-1996. Au cours de cette période, il convient de noter que Taiwan initie sa « Politique en direction du Sud » (nan xia zheng ce) en février 1994. Les investissements de Taiwan en Asie du Sud-Est atteignent un pic en 1994 avec un montant total de 5,1 milliards de dollars. La décennie 1998-2007 est par contre marquée par des relations économiques et commerciales fortement dégradées entre Taiwan et l'Asie du Sud-Est à cause des offres massives du géant chinois dans la région.²³

4.5 STRATÉGIE CHINOISE DE COLLIER DE PERLES.

L'œuvre de Mahan a eu comme influence directe sur les décideurs étasuniens du vivant même de son auteur. Elle n'a depuis jamais été fondamentalement remise en cause, les États-Unis ayant continué à renforcer leur arsenal maritime au point de

²¹ Tran Dai, C., « Chapitre 8. La diplomatie économique de la Chine en Asie du Sud-Est », disponible en ligne sur Internet, <http://tradeinservices.mofcom.gov.cn/en/c/2009-04-10/70585.shtml>, consulté le 12 Mai 2017.

²² Lire à ce propos l'article sur « Pékin aspire à porter les échanges commerciaux Chine - ASEAN à 500 milliards de dollars à l'horizon 2015 », disponible en ligne sur Internet <http://www.casafree.com/modules/news/article.php?storyid=52063>, consulté le 18 Novembre 2018, à 18 heures 30 minutes.

²³ Tran Dai, C., « Chapitre 8. La diplomatie économique de la Chine en Asie du Sud-Est » in <http://tradeinservices.mofcom.gov.cn/en/c/2009-04-10/70585.shtml>, consulté le 12 Mai 2017.

disposer d'un appareil militaire aujourd'hui sans rival. Seul la rétrocession du canal de Panama par le président Carter en 1978 a pu laisser penser à une réflexion stratégique et donna d'ailleurs lieu à d'intenses débats.

Les thèses de Mahan furent également introduites et travaillées au Royaume-Uni par Julian Cobbett dans ses principes de la stratégie navale (1911). En France par Raoul Castex dans les théories stratégiques (1929) et en Allemagne par Alfred Von Tirpitz (1849-1930), qui fut l'artisan de la *Weltpolitik* voulue par Guillaume II. Celui-ci donna même ordre qu'un exemplaire du maître livre de Mahan, soit mis à disposition des marins, dans chaque navire de guerre allemand. Cette mise à disposition germanique des thèses de Mahan suscita les pires inquiétudes. Winston Churchill qui, convaincu du rôle séminal du *sea power* dans le rayonnement britannique, considérait comme un crime de lèse-majesté la volonté allemande de se doter d'une marine de haute mer performante.²⁴

Dans un discours prononcé à Glasgow en février 1912, celui qui était alors premier Lord de l'Amirauté et à ce titre aux commandes de la Royal Navy soulignait ainsi l'importance vitale du contrôle des mers pour Albion en ces termes: « La marine est pour l'Angleterre une nécessité et pour l'Allemagne un objet de luxe. Elle est pour nous synonyme d'existence et pour eux d'exploitation. Si grande et si puissante que soit notre marine, nous sommes incapables de menacer le moindre hameau sur le continent européen. En revanche, tout destin de notre race et de notre Empire, tous les trésors accumulés durant tant de siècles, de sacrifices et d'exploits seraient balayés s'il était porté atteinte à notre suprématie navale ».

C'est la marine britannique et le commerce qui ont fait du Royaume-Uni une grande puissance. L'Allemagne était une grande puissance, respectée et honorée sur toute la surface de la terre, avant qu'elle n'ait un seul navire de guerre. Mais pour conforter sa position, elle a pensé développer la marine pour figurer sur la liste de ceux qui devaient être maîtres de ce monde.

Aujourd'hui, c'est en Chine que la théorie mahanienne du *sea power* rencontre le plus grand écho. L'amiral Liu Huaqing (1916-2011) a ainsi pu être considéré comme le « Mahan chinois » du fait de son insistance sur la nécessité de doter son pays d'une « profondeur stratégique ».

Ce faisant, il rompait avec une tradition vieille de cinq cents ans, depuis que l'empereur Yongle avait mis fin aux expéditions lointaines entreprises par Zheng He. On peut en effet voir l'inspiration de Mahan dans l'effort déployé aujourd'hui par la république populaire pour se doter d'une marine de guerre et d'un réseau de bases à l'étranger dans l'objectif avoué de sécuriser ses routes d'approvisionnement en matières premières, mais aussi vu de New Delhi, de « collier de perles » par les analystes étatsuniens consistent à acquérir des ports et des bases aériennes sur les côtes de la mer de Chine et de l'Océan Indien, qui sont autant de relais sur la route du Moyen-Orient et des richesses naturelles dont l'Empire du milieu s'avère de plus en plus dépendant.²⁵

Mais la stratégie maritime de la Chine intègre également une donnée nouvelle inexistante du temps de Mahan: la question des ressources offshore. Des nombreux conflits de souveraineté qui opposent la Chine à ses voisins en mer de Chine méridionale ne relèvent pas seulement d'une stratégie de domination des espaces maritimes de type mahanienne, mais aussi d'une volonté de s'approprier les richesses dont recèlent ces fonds. Le développement des technologies qui permettent désormais d'exploiter les ressources sous-marines à des profondeurs toujours plus importantes doit en effet conduire à penser la géopolitique des espaces maritimes de fond en comble.

Alors que du temps de Mahan la mer était avant tout un lieu de circulation - le principal enjeu étant donc de garantir la sécurité et la fluidité du trafic -, elle est aujourd'hui devenue un lieu d'exploitation des ressources halieutiques et sous-marines, ce qui explique le tournant entériné par la conférence Montego Bay (1982) vers la territorialisation des espaces maritimes, tendant à les rapprocher des problématiques rencontrées sur les espaces terrestres.

4.6 PRINCIPAUX OUTILS TACTIQUES

On peut affirmer que la diplomatie économique de la Chine en Asie du Sud-Est suit plusieurs grandes lignes directrices que l'on pourrait qualifier d'outils tactiques au service d'une stratégie d'ensemble vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est. Les lignes directrices de cette diplomatie économiques consistent à mettre en avant le principe de la politique de bon voisinage et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures.

²⁴ Lire à ce propos Mahan et la maîtrise des mers, ed de Pierre Naville, Paris, Berger Levrault.

²⁵ Lire à ce propos Sergeric, J., *L'amiral Mahan et la puissance impériale américaine*, Rennes, Ed. Marines, 2010.

METTRE EN AVANT LE PRINCIPE D'UNE POLITIQUE DE BON VOISINAGE

Comme indiqué précédemment, le concept de bon voisinage dans la politique étrangère chinoise n'est pas un principe entièrement nouveau mais il a été réaffirmé de manière constante depuis le milieu des années 1990. Il repose sur le triptyque amitié, paix et prospérité – un voisinage amical, un voisinage en paix, un voisinage prospère et constitue le fer de lance de la rhétorique chinoise vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est.

METTRE EN AVANT LE PRINCIPE DE NON-INGÉRENCE DANS LES AFFAIRES INTÉRIEURES

Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États a pour corollaire la notion de respect mutuel, c'est-à-dire que la Chine attend en retour de ses partenaires économiques et commerciaux qu'ils se conforment eux aussi à ce principe. Celui-ci trouve à l'évidence un large écho chez les voisins d'Asie du Sud-Est dont c'est le *modus vivendi*. Le principe de non-ingérence fait partie des principes fondateurs de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) inscrits dans le Traité d'Amitié et de Coopération en Asie du Sud-Est.

5 DÉFIS GÉOPOLITIQUES DE LA CHINE DANS LE DÉPLOIEMENT D'UNE DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE EN ASIE DU SUD-EST

Les défis géopolitiques de la Chine dans le déploiement d'une diplomatie économique en Asie du Sud-Est tournent autour de la question taïwanaise, la question de Hong Kong et l'Asie du Sud-Est elle-même.

5.1 LA QUESTION TAIWANAISE

Selon Barthélémy Courmont, « l'un des principaux objectifs de Pékin à court terme est d'entretenir la menace d'envahir Taïwan à un niveau élevé. »²⁶ C'est dans cette optique que le gouvernement chinois consacre une forte part de son budget de défense à la modernisation de la marine et à la militarisation du Détroit. Cette politique de puissance quelque peu belliqueuse se heurte à la méfiance des Taïwanais et à leur refus de soumission. Le fait que Taïwan ait refusé le parcours de la flamme olympique en est d'ailleurs une illustration symbolique.

En effet, le gouvernement taïwanais déplore que l'étape de Taïpei se situe entre les pays tiers et les villes chinoises et non entre deux pays tiers. En mai 2019, le Premier Ministre taïwanais Su Tseng-chang s'est prononcé contre la politique chinoise d'indivisibilité du pays²⁷ qui ferait de Taïwan la 23^{ième} province de la RPC. Les Taïwanais rejettent également le principe de Deng Xiaoping, « un pays, deux systèmes » appliqué à Hong Kong et Macao, Régions Administratives Spéciales (RAS) depuis leurs rétrocessions respectives de 1997 et 1999. Or, d'après une enquête mise en avant par le vice-président du Conseil aux Affaires Continentales (MAC), 70 % des sondés refusent la mise en application de ce principe à Taïwan²⁸. Bien qu'ils soient étroitement liés à Taïwan depuis 1979 et l'adoption du Taiwan Relation Act, qui contient une clause de sécurité, les États-Unis semblent aujourd'hui moins défavorables à la politique d'une seule Chine édictée par Pékin et se constituent en arbitre du différend qui oppose la Chine à Taïwan. Ils tentent ainsi de maintenir le statu quo, non sans critique de la part de la RPC qui dénonce le commerce de matériel militaire high tech auquel le pays se livre avec Taïwan. Les échanges sont d'ailleurs en forte hausse non seulement grâce à l'augmentation du budget de défense taïwanais (20,1 % du budget de l'État en 2007) mais également grâce au vote des crédits par le Yuan taïwanais (le Parlement) pour l'acquisition de 60 missiles anti-navire Harpoon, 6 à 8 destroyers Aegis et 8 sous-marins diesels²⁹. Toutefois, Washington s'inquiétait des annonces « chocs » du gouvernement taïwanais et en particulier celles qui concernent le projet de référendum sur l'entrée de Taïwan à l'ONU qui était prévu pour mars 2008 - projet qui avait reçu l'appui d'une partie des organisations politiques de l'île. C'est une raison parmi d'autres pour laquelle les États-Unis ont récemment refusé d'honorer la commande taïwanaise de 66 F-16³⁰.

²⁶ « Le nouveau Livre blanc sur la défense de la Chine », Barthélémy Courmont, IRIS, 5 Janvier 2007.

²⁷ Communément désignée par les termes « politique d'une seule Chine ».

²⁸ « Le système proposé par la Chine n'est pas acceptable pour Taïwan », Anthony Lu, Taïpei Soir, 4 Juillet 2007

²⁹ « Livraisons d'armes américaines à Taïwan. Psychodrames, retards, ratés et agacements », François Danjou, 1er Septembre 2007, http://www.questionchine.net/article.php3?id_article=2354, consulté le 20 mai 2020.

³⁰ « Livraisons d'armes américaines à Taïwan. Psychodrames, retards, ratés et agacements », François Danjou, 1er Septembre 2007, http://www.questionchine.net/article.php3?id_article=2354, consulté le 20 mai 2020.

5.2 LA QUESTION DE HONG KONG

Lors de la rétrocession de Hong Kong à la Chine par le Royaume-Uni, le président chinois Deng Xiaoping avait énoncé le célèbre principe «Un pays, 2 systèmes»: jusqu'ici comme Macao, Hong Kong est une *Région Administrative Spéciale* chinoise qui jouit d'une certaine autonomie économique, politique et culturelle. Cette situation devrait perdurer jusqu'en 2047 selon la *Basic Law* de Hong Kong.

Mais la transition crée des frictions. A l'époque du Mouvement des Parapluies, en 2014 les manifestants réclamaient le suffrage universel pour élire le chef de l'exécutif, comme prévu par la *Basic Law*. Cette fois ils dénoncent depuis décembre 2019 l'application de la loi chinoise continentale sur une partie du territoire de Hong Kong: la gare centrale de Hung Hom³¹.

La Chine voit une main noire des américains dans les revendications autonomistes à Hong Kong, une façon pour les Etats Unis d'affaiblir la Chine. En ce qui concerne Hong Kong, l'argument de Pékin n'est pas nouveau. Le régime chinois avait déjà accusé la NED³² d'être la « *main noire* » derrière le « mouvement des parapluies » en 2014. À l'époque, l'organisation américaine n'avait pas nié ses programmes de financement, qui existent à Hong Kong depuis vingt ans. Elle s'était défendue en arguant que ses subventions à des ONG locales servaient à organiser des ateliers de formation à la citoyenneté ou à la défense des droits de l'homme, et qu'elles ne pouvaient être assimilées à des menées insurrectionnelles pour un changement de régime.

Donald Trump a ensuite saisi le parti à tirer des événements à Hong Kong dans sa guerre commerciale avec Xi Jinping, conditionnant la conclusion de son deal avec la Chine à un dénouement « *humain* » à la crise. Bref, on reste loin d'un plaidoyer pour l'État de droit ou le suffrage universel, deux des revendications des manifestants hongkongais³³.

Le Congrès américain (représentants et sénateurs) a voté mercredi 20 novembre 2019, à la quasi-unanimité, une résolution soutenant les « droits de l'Homme et la démocratie » à Hong Kong, provoquant la colère de Pékin. Le texte est maintenant sur le bureau de Donald Trump qui pourrait l'approuver, sur fond de guerre commerciale avec la Chine³⁴. *Ce vote du Congrès est incontestablement un message très fort envoyé aux autorités chinoises et le destin de Hong Kong pourrait basculer dans les jours qui viennent.*

Si la loi est promulguée par Donald Trump, Pékin perdrait une place financière et commerciale importante pour elle, mais les États-Unis en subiraient également les conséquences. Les échanges entre Hong Kong et les États-Unis sont évalués pour 2018 à plus de 60 milliards de dollars, avec un bénéfice commercial de 33 milliards de dollars en faveur des États-Unis, (le plus gros surplus du monde pour Washington).

Aux yeux de la Chambre de Commerce américaine de Hong Kong, « *le moindre changement de statut de Hong Kong aurait un effet très inquiétant non seulement pour le commerce et les investissements américains mais enverrait des signaux très négatifs sur l'image d'économie globale de Hong Kong* ». Difficile d'évaluer toutefois qui, de la Chine ou des États-Unis, perdrait le plus. Déjà la Bourse de Hong Kong a terminé en baisse de 1,57 %, le 21 novembre 2019, les investisseurs étant inquiets que l'initiative ne vienne torpiller les efforts sino-américains pour finaliser un accord commercial.

À Washington, ce 22 novembre 2019³⁵, la loi est sur le bureau de Donald Trump, et les rumeurs recueillis par certains journalistes de la Maison-Blanche laissent penser que le président la signerait.

³¹ Projet de loi qui autoriserait les extraditions vers la Chine continentale. En vertu du principe "un pays, deux systèmes" ayant présidé à sa rétrocession, Hong Kong bénéficie actuellement d'un système juridique distinct de celui de la Chine. L'exécutif local entend permettre "au cas par cas" le transfert de fugitifs en Chine continentale pour qu'ils y soient jugés.

³² La Fondation Nationale pour la Démocratie (NED) est une fondation privée à but non lucratif engagée dans le renforcement et le progrès des institutions démocratiques dans le monde entier. Chaque année, la NED distribue plus de 1000 subventions pour soutenir les projets de groupes non gouvernementaux à l'étranger qui travaillent pour des objectifs démocratiques dans plus de 90 pays.

³³ Informations disponible sur <http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20191023-hong-kong-sont-forces-etrangeres-denoncees-pekini>.

³⁴ Idem.

³⁵ Entretien de Dorian Malovic, sur « Le destin de Hong Kong entre les mains de Donald Trump », disponible en ligne sur <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/Le-destin-Hong-Kong-entre-mains-Donald-Trump-2019-11-22-1201062031>, consulté le 10 mai 2020, à 12 heures 12 minutes.

5.3 ASIE DU SUD EST

L'Asie du Sud-Est a été l'un des théâtres les plus virulents de la guerre froide parce que la concurrence entre les deux systèmes mondiaux se doublait d'une rivalité entre puissances communistes. Considérés comme une vitrine du développement libéral, les pays fondateurs de l'ASEAN ont engagé leur croissance en bénéficiant du soutien des pays occidentaux, qui ont ouvert leur marché et investi massivement. Ils ont toutefois évité les pièges d'une polarisation manichéenne et maintenu ouverts les liens avec l'ensemble de leurs partenaires: États-Unis et Union européenne évidemment, mais aussi Chine, Inde, URSS/Russie. C'est d'Asie du Sud-Est que sont venues, au début des années 1990, les initiatives qui aujourd'hui construisent la région. Avec la multiplication des accrochages³⁶ en mer de Chine du Sud, l'Asie du Sud-Est devine qu'elle entre dans une ère d'instabilité structurelle: les risques de tensions et de dégénérescence de crise sont réels non seulement entre les États de l'ASEAN mais avec leurs partenaires extérieurs. La région va servir de terrain d'ajustement des relations sino-américaines: c'est dire son importance en même temps que rappeler les enjeux.³⁷

6 CONCLUSION

Nous indiquons in fine que la réflexion qui a porté sur *la Chine et le déploiement d'une diplomatie économique en Asie Sud-Est: enjeux et défis géopolitiques*, nous a permis d'indiquer que l'Asie est aujourd'hui, de loin, la zone prioritaire de la politique étrangère chinoise. À l'évidence, depuis le 18e congrès du Parti communiste en novembre 2012, Pékin tente de développer une diplomatie plus proactive dans la région et de passer à la vitesse supérieure dans le déploiement de cette politique, dont les grands axes avaient déjà été dessinés à la fin du mandat de Hu Jintao.

Sous Xi Jinping, conférences de travail³⁸, rencontres bilatérales et multilatérales, déclarations de bonnes intentions comme de fermeté, projets de coopération économique s'enchaînent plus rapidement que sous l'équipe précédente. Cela ne signifie pas que le reste du monde ne compte pas pour la Chine. Au contraire, Pékin suit désormais de près la plupart des conflits mondiaux (Syrie, plus récemment Ukraine) et participe largement à des opérations de sécurisation ou de maintien de la paix loin de l'Asie (casques bleus chinois au Mali, participation aux opérations de lutte contre la piraterie au large de la Somalie, notamment). L'implication de la diplomatie chinoise est croissante sur la quasi-totalité des enjeux mondiaux. Mais les développements récents, sous Xi, tendent à indiquer que c'est avant tout son statut de puissance régionale que la Chine cherche aujourd'hui à consolider.

Les dirigeants chinois s'intéressent à la notion de « politique de voisinage » depuis de nombreuses années. Le terme était déjà employé au début de l'ère Hu (2002-2012), et la réflexion sur l'élaboration d'une telle politique largement engagée au sein des principales institutions de recherche et d'expertise à Pékin. Mais à l'évidence, depuis l'arrivée de Xi à la présidence de la République en mars 2013, la diplomatie chinoise est plus proactive dans la région. Au cours de nombreuses visites qu'ils ont effectuées dans les pays voisins tout au long de l'année 2013, les dirigeants chinois ont insisté sur deux concepts, présentés comme les nouveaux axes de cette politique régionale: celui de « route maritime de la soie » (*maritime silkroad*) et de « zone économique de la route de la soie » (*silk road economic belt*), reliant la Chine à l'Europe par des infrastructures et une

³⁶ La Mer de Chine Méridionale constitue un enjeu stratégique de premier plan pour les États d'Asie du Sud-Est qui la bordent, mais aussi pour la Chine et Taïwan. Elle est le cadre de litiges territoriaux maritimes qui s'appuient sur des revendications très controversées, mais d'autant plus importantes aux yeux des États impliqués que des considérations patriotiques viennent se greffer à la présence d'importantes ressources naturelles, réelles et potentielles, dans les eaux des archipels convoités. La dimension géostratégique du problème déborde d'ailleurs de la région sud-est asiatique et l'implication croissante de puissances extérieures à la région, notamment les États-Unis, vient encore attiser les tensions. Alors que les périodes de tension accrue succèdent à des moments de relative accalmie, la recherche d'une solution négociée et la résolution d'une dispute récurrente qui risquerait à tout moment de provoquer une escalade régionale voire mondiale devient de plus en plus cruciale. L'impact de cette situation sur les organisations régionales, notamment l'ASEAN, ne plaide pas forcément en faveur de l'optimisme.

³⁷ Sophie Boisseau du Rocher, *Asie du Sud-Est : une géopolitique à risque*, in *Accomex* n° 113, pp. 1-16.

³⁸ En octobre 2013, s'est tenue à Pékin une conférence extraordinaire sur la diplomatie de voisinage (*Peripheral Diplomatic Work Conference*), présidée par Xi Jinping. Il s'agissait de la première conférence de haut niveau sur ce thème en Chine, et de la première rencontre majeure de politique étrangère depuis la « conférence sur le travail diplomatique » (*Foreign Policy Work Conference*) de 2006. Contrairement à cette précédente édition, qui abordait les enjeux de politique étrangère au sens large, la conférence de 2013 s'est concentrée sur l'environnement géographique proche de la Chine.

coopération économique renforcées, avec les voisins d'Asie centrale et d'Asie du Sud-Est notamment. Ces concepts recouvrent des objectifs multiples qui concernent avant tout le développement économique intérieur.³⁹

Ce sont avant tout des considérations économiques qui guident les relations de la Chine avec ses voisins. Les dirigeants chinois doivent plus que jamais réduire les inégalités de développement existantes sur le territoire chinois, lesquelles se sont accrues depuis l'ère de réforme et d'ouverture lancée par Deng Xiaoping en 1978, et que Hu n'a pas réussi à maîtriser. La priorité est de développer les provinces pauvres de l'Ouest et du Centre du pays, et en premier lieu celles en proie à de fortes tensions ethniques (Xinjiang, Tibet entre autres). Pour ces provinces, le modèle de développement basé sur une ouverture des villes côtières à l'instar des zones économiques spéciales lancées par Deng n'est encore pas applicable, à cause des efforts que la Chine concentre dans le secteur de la défense afin d'accroître son influence militaire dans la région.

Concrètement, la Chine souhaite renforcer les infrastructures et réseaux de communication transrégionaux (ports, routes, chemins de fer), qui pourraient à terme faciliter les échanges dans la région mais aussi l'acheminement par voies terrestres, plus court que par voies maritimes, des produits chinois vers les marchés européens.

En parallèle, les dirigeants chinois affirment leur volonté de « renforcer le commerce et les investissements » entre la Chine et ses voisins⁴⁰, et appellent à la production des biens de gammes variées à des prix concurrentiels, à la création de nouvelles zones de libre-échange transfrontalières, à l'amélioration de ses relations avec les pays de l'ASEAN, etc. sans oublier la stratégie de collier de perles afin de contrer l'encerclement que veut lui imposer les Etats-Unis d'Amérique.

REFERENCES

- [1] Discours de Xi lors de la *Peripheral Diplomatic Work Conference*, Pékin, 25 octobre 2013.
- [2] Dominique Bari, *Washington joue-t-il la stratégie de la tension avec la Chine ?*, parue le 17 juin 2016, disponible en ligne sur <https://www.humanite.fr/washington-joue-t-il-la-strategie-de-la-tension-avec-la-chine-609732>, consulté le 8 mai 2020, à 12 heures 26 minutes.
- [3] Ekman, A., "Asie-Pacifique: la priorité de la politique étrangère chinoise" article publié en ligne sur <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-3-page-11.htm>, consulté le 25 Mai 2017 à 9heures 30 minutes.
- [4] François, J., « Chine-USA, la guerre programmée », in first éditions, Mars 2006.
- [5] Mahan et la maîtrise des mers, ed de Pierre Naville, Paris, Berger Levrault.
- [6] Mehdi, T., *Introduction à la Géopolitique*, Université Virtuelle de Tunis, 2008, p.39.
- [7] Sarah Y. Tong & Catherine Chong Siew Keng, « China-Asean free trade area in 2010: a regional perspective », EAI Background Brief, n° 519, 12 avril 2010; 2007 Statistical Bulletin of China's Outward Foreign Direct Investment.
- [8] Schaeffer, D., *Chine ambitions, réalité, futur et coopérations stratégiques*, Paris, 2010,.
- [9] Sergeric, J., *L'amiral Mahan et la puissance impériale américaine*, Rennes, Ed. Marines, 2010.
- [10] Sophie Boisseau du Rocher, *Asie du Sud-Est: une géopolitique à risque*, in *Accomex* n° 113.
- [11] Tran Dai, C., « Chapitre 8. La diplomatie économique de la Chine en Asie du Sud-Est », disponible en ligne sur Internet, <http://tradeinservices.mofcom.gov.cn/en/c/2009-04-10/70585.shtml>), consulté le 12 Mai 2017.
- [12] Vergeron, K., « Forces et faiblesses de la Chine », in *Question d'Europe*, n°235, 2 avril, 2012,.

³⁹Ekman, A., "Asie-Pacifique : la priorité de la politique étrangère chinoise" article publié en ligne sur <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-3-page-11.htm> , consulté le 25 Mai 2017 à 9heures 30 minutes.

⁴⁰ Discours de Xi lors de la *Peripheral Diplomatic Work Conference*, Pékin, 25 octobre 2013.